

Affaire suivie par : DESIDERIO Corinne  
Téléphone : 04 77 43 53 60  
Courriel : corinne.desiderio@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 20230331\_UIDLHL\_EAR\_117\_RAP  
Code AIOT : 0010500308

ST ETIENNE, le 31 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATELIER DECAPAGE SERVICES**

5 RUE BARROUIN  
42000 Saint-Étienne

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement ATELIER DECAPAGE SERVICES implanté 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'opération régionale "coup de poing produits chimiques"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATELIER DECAPAGE SERVICES
- 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0010500308
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ADS est un atelier spécialisé dans le décapage et le sablage d'articles en métal ou bois. Il est locataire de la ville de SAINT ETIENNE et l'exploitant étudie actuellement la possibilité d'acquérir les murs aux fins de procéder à la restauration des locaux dans la mesure où les intempéries occasionnent des inondations conduisant au débordement des cuves de décapage et au stockage d'eaux souillées dont l'évacuation est coûteuse.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Opération "Coup de poing Produits chimiques"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Une partie de l'atelier et le bureau ont été rangés et donnent une impression assez positive. Cependant la rétention est assez encombrée et les stocks d'eaux souillées et boues de station sont à évacuer dans les conditions réglementaires appropriées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant d'évacuer sous un an les IBC d'eaux souillées et les big-bags de boues de station. Les IBC sont à évacuer au rythme minimum de 10 tous les trimestres.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> L'inspection a consisté à contrôler deux produits :  - le SCLAPIK L300 dont les mentions de dangers sont H225 Liquide et vapeurs très inflammables. H290 Peut être corrosif pour les métaux. H301 Toxique en cas d'ingestion. H311 Toxique par contact cutané. H314 Provoque des brûlures de la peau et des lésions oculaires graves. H370 Risque avéré d'effets graves pour les organes. H331 Toxique par inhalation.  Ce produit n'est plus utilisé que marginalement par l'exploitant qui en détient un bidon pour le décapage de certaines pièces. Il ne met plus en oeuvre de bain pour la trempe d'articles à décaper. Le classement de ce produit relevait des rubriques 4130, 4140, 4150 et 4330 sous le régime de la Déclaration. A ce jour les quantités sont inférieures au seuil de classement  - le produit "DECAPANT PEINTURE ALCALIN" 6844 du fournisseur EURODORTHZ PRODUCTION dont les mentions de dangers sont : H226 Liquide et vapeurs inflammables. H302 + H332 Nocif en cas d'ingestion ou d'inhalation. H311 Toxique par contact cutané H314 Provoque de graves brûlures de la peau et de graves lésions des yeux. H370 Risque avéré d'effets graves pour les organes (par inhalation, par ingestion, par contact avec la peau). Il relève potentiellement des rubriques 4331 et 4150. L'exploitant justifiera des volumes mis en oeuvre et du classement du bain de décapage en fonction de la dilution du produit considéré.  Un IBC de 1 m3 avait été livré en début de semaine et était stocké dans l'atelier. Il comportait l'étiquetage réglementaire
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Fiche de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b> La FDS du produit décapant est disponible (version papier et informatique). L'exploitant et son employé y ont accès aisément</p> <p>Le stockage de l'IBC est hors rétention au jour de la visite. L'exploitant doit sans délai le placer sur rétention spécifique.</p> <p>Le bain de décapant est dans la rétention qui a été résinée en 2021 par le propriétaire du site (ville de SAINT ETIENNE).</p> <p>Les dispositifs de lutte contre l'incendie paraissent difficiles à mettre en oeuvre hors zone de réception des pièces clients du fait de l'encombrement des zones.</p>
<p><b>Observations :</b> IBC de produit décapant à mettre sur rétention sélective et à l'écart pour éviter tout choc par un matériel de manutention</p> <p>IBC de produit décapant à placer près d'un extincteur facilement accessible adapté au risque d'inflammation (- eau pulvérisée ou brouillard d'eau - eau avec additif AFFF (Agent Formant Film Flottant) - halons - mousse - poudres polyvalentes ABC - poudres BC)</p> <p>Volume et mentions de dangers du bain de décapant à préciser sous 15 jours</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<p><b>Constats :</b> Le bain de décapage et un certain nombre d'IBC sont stockés dans la rétention. La résine de cette dernière a été refaite il y a 18 mois environ</p> <p>Cependant, à l'occasion d'épisodes orageux, des quantités importantes d'eau de pluie se sont déversées dans l'atelier et ont fait déborder les cuves. L'exploitant a stocké ces eaux polluées dans une quarantaine d'IBC qu'il n'a pas évacué.</p> <p>Au regard du coût de traitement de ces déchets dangereux, l'exploitant indique qu'il est en mesure d'en évacuer en filière autorisée 1/4 (soit 10 IBC) par trimestre.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant procèdera sous un an à l'évacuation par filière autorisée de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 IBC d'eaux résiduaires par trimestre</li> <li>- de la totalité des big-bags de boues de Station encore présents sur site</li> </ul> <p>Dans l'attente de leur évacuation, les IBC pleins sont placés dans la rétention</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

#### N° 4 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b> La rétention est conforme, qu'il s'agisse de son revêtement (refait récemment par le propriétaire), de son volume et de son dispositif d'obturation qui est fermé en situation normale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
<b>Constats :</b> Le seul bain encore exploité est un bain de décapant alcalin. Les produits acides sont stockés à l'écart, l'exploitant veillera à ce qu'ils soient placés en toute situation sur rétention dédiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> Le stock est très simple à connaître (1 IBC et 1 cuve de décapant - 40 IBC d'eaux de pluie souillée - fût de SCALPIK - acides). Le stock de combustibles est limité aux articles en bois apportés par les clients, en attente de traitement ou de récupération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant travaille seul avec un employé. Les consignes sont passées oralement L'exploitant a indiqué que la ville de SAINT ETIENNE a procédé au pompage du contenu de la cuve extérieure dont le regard était détruit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet